

**Politique étrangère - Union  
européenne - CETA - Mexique -  
Iran - Entretien de Mme Nathalie  
Loiseau, ministre chargée des  
affaires européennes, avec "Radio  
Classique" - Extraits**  
(Paris, 02 mai 2018)

(...)

Q - Dans les jours qui viennent, on va décider du budget de l'Europe pour les années qui viennent, ce qui est évidemment extraordinairement important. Puisque les anglais se retirent, il n'y aura plus de contribution anglaise à partir de 2021 et donc il faut aller plus loin, cela veut dire que les Français et les Allemands devront payer plus cher, et deuxièmement, comme M. Emmanuel Macron l'avait évoqué, cela veut-il dire que la PAC qui bénéficie aux agriculteurs français sera en grande partie amoindrie ?

R - Aujourd'hui à Bruxelles, la commission va présenter sa proposition de budget. Ensuite, durant des semaines voire des mois, on va en discuter. Ce qu'il faut, c'est être prêts avant fin 2020. Cela va donc être très compliqué pour les raisons que vous évoquez car, les Britanniques qui se retirent, c'est 12 à 14 milliards d'euros en moins par an pour le budget européen. Il y a de nouvelles priorités, la défense, la gestion des flux migratoires, le terrorisme, tout le monde est d'accord sur ces priorités. Il y a aussi des politiques traditionnelles essentielles, et la politique agricole commune en est évidemment une.

Q - J'ai lu ce matin dans "Le Figaro" le grand entretien de Mario Monti qui est en partie chargé de ce projet, il dit que s'il faut que l'on soit beaucoup plus ferme sur les frontières et beaucoup plus ferme en matière de terrorisme, il y a des choses et il le sous-entend, il y a des politiques anciennes telles que la PAC qu'il faudra, non pas supprimer mais amoindrir considérablement.

R - Il y aura une discussion et elle sera très dure. Nous souhaitons que les aides directes aux agriculteurs soient maintenues car elles sont essentielles pour leurs revenus. Nous souhaitons aussi que l'agriculture continue à évoluer vers un modèle plus respectueux de l'environnement. Cela aussi doit être porté par un budget européen. Qu'est-ce que cela signifie ? Moderniser la PAC oui, la simplifier sûrement.

Q - Et concernant les budgets, on les maintient ?

R - Nous allons défendre le maintien des budgets et c'est la raison pour laquelle nous sommes prêts à un certain nombre d'autres conditions, notamment travailler par exemple à ce que les fonds européens n'aillent que dans les pays qui respectent l'Etat de droit. C'est essentiel et cela

devient de plus en plus une question.

Q - Selon vous, est-ce possible que par exemple, la partie de l'Europe que l'on appelait avant l'Europe de l'Est et qui conteste une partie des politiques européennes ne bénéficie plus de fonds européens ?

R - S'ils ne respectent pas l'Etat de droit. C'est en effet notre position. Si un pays quel qu'il soit, et je n'ai pas de raison d'en nommer un, parce que cela peut en concerner un autre demain -

Q - Vous ne les avez pas nommés mais vous les avez indiqués, c'est pareil.

R - -ce sont ceux qui ne respectent pas l'Etat de droit ou qui risquent de ne pas le respecter. C'est notre position, c'est aussi celle de nombreux Etats membres, et je comprends que c'est aussi dans l'esprit de la Commission européenne. A ces conditions-là, nous sommes prêts à augmenter la taille du budget européen parce qu'il y a de nouvelles priorités et parce que les Français et les Européens souhaitent voir l'Europe plus efficace dans la gestion des migrations, dans la lutte contre le terrorisme comme vous le disiez ou pour l'Europe de la défense.

Q - Nous sommes en direct avec vous, Nathalie Loiseau et vous pensez bien que les Français qui nous écoutent et qui sont passionnés par ces questions de sécurité et qui veulent un contrôle de l'immigration se demandent si la part française de cette contribution européenne aux termes des négociations va être amenée à augmenter ?

R - Ce sur quoi nous travaillons, ce sont de nouvelles ressources pour l'Union européenne. Nous avons proposé la taxe sur les grands acteurs du numérique et nous proposons que le produit de cette taxe, c'est-à-dire, d'après nos estimations à peu près 5 milliards d'euros par an, - je parlais d'un trou de 12 milliards avec le départ des Britanniques - que ces 5 milliards soit affectés au budget européen. Nous proposons aussi de travailler sur une taxe environnementale.

Q - Les GAFA et tous les autres vont l'accepter cette taxe européenne ?

R - Ils ne vont pas spontanément demander à être taxés, mais ce sont aux Européens de se mettre d'accord, nous sommes une masse critique, un marché solvable de 450 millions d'utilisateurs.

Q - Avez-vous des signes que les dirigeants de Facebook, Apple et les autres vont accepter de ne pas passer par des filières beaucoup plus actives et beaucoup moins chères sur le plan de la fiscalité ?

R - Vous savez ce qui est en train de se passer sur la protection des données ? À partir du 25 mai en Europe, il y aura une législation sur la protection des données personnelles meilleure que partout ailleurs dans le monde. En Europe un scandale comme celui de Facebook il y a

quelques semaines aux Etats-Unis ne pourra pas se passer. Naturellement au départ, les grands acteurs du numérique avaient tout fait pour que cette réglementation européenne n'arrive pas. Les Européens ont été unis et déterminés, ils l'ont instaurée et elle est mise en oeuvre. Ce qu'il faut, ce n'est pas que Facebook ou Apple nous disent "Allez-y", ce qu'il faut, c'est que les dirigeants européens soient déterminés et nous y travaillons.

Q - Nous écoutions tout à l'heure notre correspondant à Bruxelles nous expliquer qu'un accord avait été signé avec le Mexique concernant des importations assez considérables de viande qui sont évidemment en concurrence directe avec la politique des agriculteurs français. Cet accord a été signé, vous l'avez soutenu, allez-vous le combattre ?

R - Nous avons déjà un accord avec le Mexique et celui-ci est un renouvellement d'accord. Sur les négociations commerciales, deux points : d'abord nous y gagnons dans l'autre sens, dans le sens de nos exportations de produits industriels mais aussi de produits agricoles, quand nos indications géographiques sont respectées, cela veut dire que nos producteurs de vin ou de fromage peuvent mieux exporter. D'autre part, à l'inverse, un quota d'importation, de viande par exemple, n'a de sens que si les produits qu'un pays extérieur veut exporter dans l'Union européenne respectent nos normes sanitaires.

Q - Et cela c'est certain ?

R - Oui absolument parce qu'il y a des contrôles. Regardez ce qui se passe avec le Canada, et Dieu sait s'il y a eu contestation sur la signature de l'accord avec le Canada - le Ceta - qui ouvrirait là aussi un quota d'exportation canadienne de viande vers l'Europe. Ce quota n'est pas utilisé, tout simplement parce que le mode de production de viande au Canada est sans comparaison avec le mode de production européen. Cela exigerait que le Canada réorganise complètement sa filière, ce qu'ils ne font pas. Aujourd'hui, les éleveurs européens ne sont pas concurrencés par la viande canadienne. Il faut saisir les opportunités commerciales qui s'offrent à nous parce que l'Europe est une puissance commerciale qui sait exporter et il faut évidemment veiller à ne pas fragiliser ni les filières, ni la norme sanitaire.

Q - Il y a eu deux voyages de deux dirigeants majeurs européens aux Etats-Unis, il s'agit bien évidemment d'Emmanuel Macron et de Mme Merkel. Ce couple franco-allemand est-il toujours un couple ? N'y a-t-il pas finalement de la concurrence pour savoir lequel des deux est effectivement le dirigeant symbolique de l'Europe ?

R - Il ne peut pas y avoir un unique dirigeant symbolique d'Europe, il y en a forcément plusieurs ! L'Europe c'est aujourd'hui 28 Etats membres et cela avance quand la France et l'Allemagne sont d'accord, ce qui est le cas aujourd'hui. Ce qu'ont obtenu, à la fois Emmanuel Macron et Angela Merkel, contre toute attente -et tous vos confrères avaient écrit le contraire- c'est que l'exemption de tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium à l'égard de l'Union européenne soit prolongée d'un mois. Ce n'est pas encore satisfaisant, aussi bien Angela Merkel qu'Emmanuel Macron demandent que nous soyons définitivement exemptés de ces taxes, et de manière permanente, parce que nous sommes les alliés des Etats-Unis. Mais le fait que dans la même semaine, Donald Trump entende la même chose du président français et de la chancelière allemande, le même langage, la même unité, cela pèse et c'est une manière de mieux défendre l'Europe.

Q - Vous avez vu la déclaration de M. Netanyahou, avez-vous l'impression que l'un et l'autre se serait fait avoir et qu'en fait, les Iraniens, clandestinement continuent en en tout cas contribuent à fabriquer ou à chercher à fabriquer une arme atomique en enrichissant l'uranium clandestinement ?

R - Si je comprends ce qu'a dit M. Netanyahou - parce qu'il faut maintenant qu'il transmette ces documents à l'AIEA qui est l'organisme de contrôle des activités nucléaires, notamment iraniennes- c'est qu'avant la signature de l'accord, il y avait soupçon d'activités à caractère militaire du côté iranien. Mais bien sûr ! Quel scoop ! Et c'est bien pour cela qu'on a négocié pendant des années pour amener les Iraniens à signer un accord et à arrêter de développer un programme nucléaire qui n'allait pas dans la bonne direction.

Q - Ce sont donc des éléments révélés sur les positions d'avant et non celles que nous observons actuellement ?

R - Et c'est une vieille position israélienne qui consiste à ne pas croire en l'accord nucléaire signé avec l'Iran, alors que le contrôle exercé par l'AIEA nous montre que cet accord est respecté par l'Iran./.